Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1974)
Heft: 277

Artikel: Deux milliards
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1026548

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 24.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Une logique périmée

Le prix de l'électricité va donc augmenter; modérément comme l'a annoncé le Conseil fédéral. En effet, les producteurs d'électricité sont de gros mangeurs de capitaux (ils ont besoin d'un milliard par an dès à présent, pour construire des centrales nucléaires notamment), et comme le marché est, à ce qu'il paraît, tendu, l'augmentation des tarifs prévue va permettre de s'en sortir.

Le processus

Derrière cette concession aux fabricants d'énergie se cache une logique, celle qui consiste à adapter l'offre à la demande « naturelle » d'énergie. Le processus : sous prétexte de lutter contre l'inflation, on a d'abord bloqué le prix de l'électricité ; maintenant, on veut l'augmenter dans le but de financer des investissements qui vont considérablement alimenter l'inflation...

Pour une politique de l'énergie

Alors, soyons sérieux ! La lutte contre l'inflation passe par la maîtrise de la consommation d'énergie. Ce serait là l'un des volets d'une politique de l'énergie ; et la publicité déguisée du Conseil fédéral pour les vêtements de laine et les menaces voilées de rationnemnet n'en tient pas lieu.
L'introduction d'un tarif différencié — prix actuel pour une quantité fixe d'électricité par ménage et par entreprise, prix très fortemnet majoré pour toute consommation supplémentaire — la présentation d'une réglementation sur l'isolation thermique et l'utilisation des appareils de chauffage, voilà des mesures, parmi d'autres, qui donneraient quelque crédibilité à la volonté gouvernementale de lutter contre le gaspillage énergétique et par là même contre l'inflation.
Pour l'instant, tout se passe comme si on pensait encore pouvoir jouer de ce gaspillage, pour le profit de quelques-uns bien entendu.

Deux milliards

Deux milliards ont passé, comme deux ronds, au niveau des conversations. Deux milliards ; c'est le coût supplémentaire de l'importation du pétrole. Ces deux milliards, on les évoque au bon moment, au détour d'une phrase de bon ton, quand il s'agit de vanter les bienfaits du tourisme (qui permet d'importer des devises, si utiles quand deux milliards pour le pétrole...), le dynamisme de l'industrie d'exportation (ne verrions-nous pas accroître sans elle le déficit de notre balance commerciale que deux milliards alourdissent...), la nécessité de construire des centrales nucléaires (diminuons notre dépendance à l'égard du pétrole !...)

Le profit d'un lobby

Pour ses relations publiques, le lobby de ceux qui rapportent des devises au pays a retrouvé, là, des raisons nouvelles de prestige.
D'accord pour admettre qu'un pays vend et achète ; et il faut bien qu'il vende pour payer ce qu'il achète ! D'accord aussi pour admettre que les exportations suisses qui incorporent une très forte plus-value dans les produits sont bien placées pour faire face ; l'industrie des machines saura, par exemple, tirer profit du besoin accru d'énergie et de centrales électriques. On va plus que jamais « turbiner » chez Brown et Boveri.

Un prêchi-prêcha moralisant

Mais, même si notre balance des revenus est maintenue à l'équilibre, la question n'est pas résolue pour autant. Les produits importés à grands frais se répercutent sur les prix intérieurs ; l'inflation en est, et en sera accélérée. Ces problèmes fondamentaux, devant lesquels l'Italie plie les genoux, que la France n'a pas, et de loin pas, surmontés, on persiste en Suisse à les poser à côté.
D'abord, on accepte d'être obnubilé par le déficit, en soi peu dramatique, des finances fédérales. La droite, heureuse, exige que les pouvoirs publics restreigent leurs dépenses. De surcroît, on fait appel au bon sens de chacun. Comment s'en sortir, Madame, Monsieur, disent les bonimenteurs inspirés par les milieux d'affaires, si chacun ne fait pas un effort ? On hausse la lutte contre l'inflation au niveau d'un problème moral. Et chacun d'apporter sa pierre de bonne volonté.
Le contre-feu à ce prêchi-prêcha moralisant (qui, hélas, trouve des échos même dans les milieux populaires), on ne le voit guère venir.
Le récent congrès du Parti socialiste suisse s'est occupé de beaucoup de choses. C'est normal ! les propositions des sections sont diverses. Mais du côté de la direction, pas de programme économique ! On s'intéresse à des problèmes aussi actuels que celui de savoir comment un soldat peut, sans risque de représailles faire savoir à ses supérieurs hiérarchiques (c'était hier, les archiques) que la soupe était trop chaude.

Urgence d'un contreprojet économique

Mais de contre-projet économique, pas de trace. Là, pourtant est l'essentiel.
Aux vertus de l'austérité brandies par la droite, il faut opposer la nécessité, vitale, de mettre fin au gaspillage et aux faux frais économiques :

— Pour un sttaut du sol urbain, arraché à la spéculation.
— Pour un logement, coopératif, sans but lucratif.
— Pour le contrôle des prix.
— Pour des règles imposées à la publicité, et des moyens fournis aux associations de consommateurs, responsables d'une contre-publicité.
— Pour une taxation lourde des consommations polluantes, ou stériles.

Aujourd'hui, un programme socialiste peut être compris de larges milieux. En 1975, il y a des élections nationales. Alors, on va parler de la soupe militaire ou de l'abolition des privilèges économiques ?